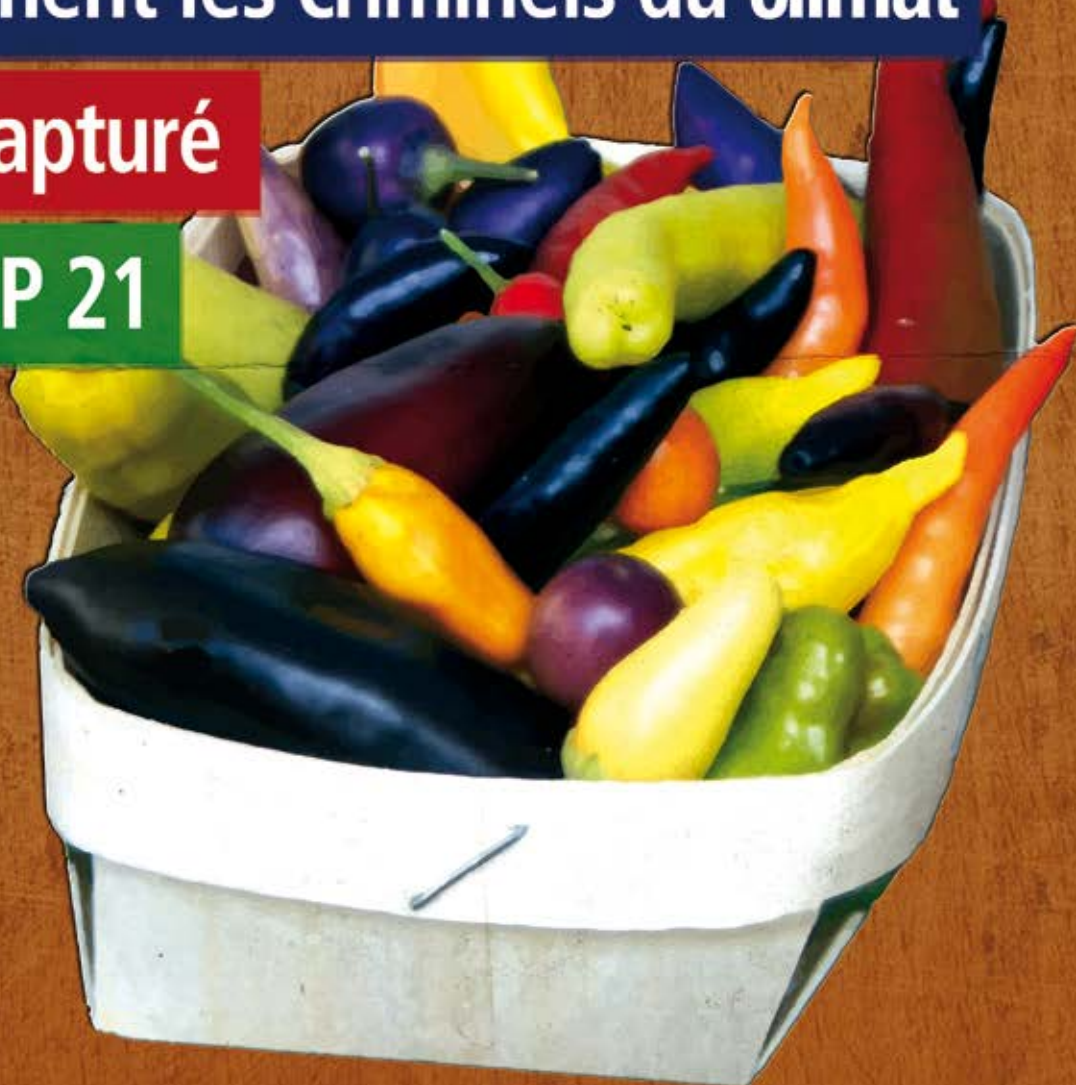


Le Livre de Cuisine des Multinationales

Comment les criminels du climat

ont capturé

la COP 21



Corporate
Europe
Observatory



capturing
COP21

corporate influence & the
UN climate summit in Paris
cop21.corporateeurope.org

RÉSUMÉ

On peut vous pardonner de croire que les multinationales ont changé d'état d'esprit et sont maintenant prêtes à sérieusement combattre le changement climatique.

Parmi leurs spécialités sur leurs menus, on trouve le choix du gaz naturel à faible émission de carbone, un prix mondial du carbone, des « émissions zéro avant la fin du siècle », ou « l'agriculture climato-intelligente ».

Mais ce n'est hélas pas un changement d'état d'esprit.

Pelons les couches de relations publiques et nous trouverons que la catastrophe climatique est toujours au menu. Les multinationales rédigent des recettes qui garantissent la cuisson de la planète :

- **On ne peut pas choisir les meilleurs ingrédients** – une croissance économique maximum et une « meilleure » énergie fossile (le gaz naturel) doivent être inclus. Des mesures conflictuelles comme les restrictions d'importation d'énergies fossiles polluantes doivent être exclues.
- **On ne peut pas contrôler le processus de cuisson** – les signaux du marché et non les autorités de réglementation nous indiqueront la direction à suivre.
- **C'est toujours la même vieille recette, les mêmes modèles économiques, qui passent pour des « cordons verts »** – ils veulent paraître verts, mais l'agenda de l'industrie est de continuer à émettre des gaz à effets de serre et à les « pomper » de l'atmosphère avec de nouvelles technologies fantasques.
- **Dans certain cas, ce sont juste les restes d'hier présentés comme un nouveau repas** – avec l'agriculture industrielle redéfinie comme « climato-intelligente » par exemple.

Ce rapport montre quand, où et comment les multinationales tentent de capturer l'agenda politique des négociations climatiques de l'ONU qui se dérouleront cet hiver à Paris : la COP 21.

Les solutions de marché et les technologies mises sur la table détournent l'attention des vrais coupables et repoussent l'action réelle. La plupart des chefs politiques ont été heureux de choisir des mesures qui conviennent à l'actuel modèle économique et permettent de maintenir les profits des entreprises néo-libérales. Nous avons besoin d'un autre livre de cuisine ! Ainsi que d'autres cuisiniers.

Au point où nous en sommes, il y a très peu de chances que les négociations qui sont sur le feu à Paris permettent quoi que ce soit pour le climat. Mais ce pourrait être malgré tout un tournant fondamental pour la délégitimation du rôle destructif et dangereux des entreprises commettant des crimes climatiques et qui jouent actuellement un rôle dans les décisions politiques relatives au changement climatique.

Auteur : Pascoe Sabido

Editeur : Ronnie Hall

Graphisme : Ana Luisa Lages

Remerciements à Alex Scrivener, Almuth Ernsting, Audrey Arjouna,

Belen Balanya, Jutta Kill, Nina Holland, Olivier Hoedeman, Vicky Cann



CONTENU

INTRODUCTION

4

LA RECETTE DES GRANDES ENTREPRISES POUR LES NATIONS UNIES

6

LES INGRÉDIENTS CLEFS

8

Ingrédient 1. Le court terme

« De toute évidence, le changement climatique est une problématique importante mais l'économie est prioritaire. »

8

Ingrédient 2. Toujours plus d'énergies fossiles

« Ne craignez rien, le gaz naturel va sauver le climat. »

9

Ingrédient 3. La «main invisible du marché»

« Avec un prix mondial du carbone, les grandes entreprises changeront leur approche. »

10

Ingrédient 4. Des solutions technologiques risquées et encore à découvrir

« Nous arriverons à des émissions « zéro-net » à la fin du siècle si quelqu'un réussit à pomper de l'atmosphère ce que nous y avons émis. »

12

Ingrédient 5. Les mêmes modèles économiques

« L'agriculture industrielle n'est pas la cause du changement climatique, elle est climato-intelligente et nous avons un plan volontaire pour la promouvoir. »

14

EST-CE QUE LES MULTINATIONALES ONT DÉJÀ FAIT MAIN BASSE SUR LA COP 21 ?

16

CONCLUSION

17

INTRODUCTION

Comme les discussions hivernales des Nations unies sur le climat à Paris approchent, la pression des lobbies et des agences de relations publiques des plus grands criminels climatiques du monde s'est sur-intensifiée.

Etaler des leaders politiques mondiaux dans des conférences sur le climat, créer des campagnes publicitaires luisantes, établir de nouveaux groupes d'experts pro-industries ou embaucher d'anciens dirigeants politiques afin d'utiliser leur savoir-faire et leur lignes déjà tracées ne sont que quelques unes des tactiques cachées dans la boîte à outils des entreprises. Mais quels sont les messages qu'ils s'empressent de répandre et que signifieront-ils pour la COP 21 ?

Un regard de plus près révèle que ce qui est offert n'est rien de moins qu'une catastrophe climatique, une recette garantie pour cuisiner la planète – des solutions axées sur le marché et les technologies pour masquer la continuité de modèles économiques polluants et responsables du changement climatique. Malheureusement, les responsables politiques mondiaux semblent danser sur la même mélodie, se rapprochant toujours plus des grandes entreprises.

Cependant, alors qu'il est peu probable que les négociations puissent faire face au défi climatique, la colère publique croissante envers les vraies raisons du changement climatique pourrait marquer le début de la fin pour cette relation de copinage entre politiciens et pollueurs.

BOÎTE 1. Sommet sur le Climat et les Affaires

Un flot d'événements seront organisés pendant la COP 21 (voir ci-dessous) mais le coup d'envoi a été donné en mai 2015 par le Sommet mondial des affaires sur le changement climatique à Paris, organisé par une myriade de groupes de pression y compris le WBCSD, Global Compact, la Chambre internationale de commerce, We Mean Business, le CEFIC, le Cercle de l'industrie, le MEDEF et l'association pour l'industrie chimique parmi d'autres. Il avait le soutien total des gouvernements français et américains. Il a été ouvert par le Président François Hollande, a compris un discours inaugural de la Ministre de l'environnement Ségolène Royale, et a été clos par le Ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, avec une vidéo d'un message du Secrétaire d'état américain John Kerry. L'événement sur deux jours a été extrêmement bien orchestré afin de générer de la crédibilité : un grand nombre d'hommes politiques, de nombreux PDGs et des compte-rendus de presse pré-rédigés et racoleurs pour délivrer leurs messages clefs (qui étaient également dans la bouche des hommes politiques et des PDGs présents). Le CEFIC a utilisé sa position dans l'équipe éditoriale (un des avantages de la sponsorship) afin d'essayer de diluer la note de briefing donnée aux conférenciers, tentant tout spécialement d'en ôter les références aux bases scientifiques évoquant les deux degrés de réchauffement et ajoutant des avertissements afin de maintenir la compétitivité industrielle.²

Événements clefs se déroulant pendant la COP 21¹

30 nov. – 11 déc.

Hub « Open for Business »,
Le Bourget

Organisé par IETA et WBCSD au sein des négociations officielles, un espace pour partager contacts et positions politiques

4-10 déc.

Solutions COP21,
Grand Palais, Paris
(et Le Bourget
30 nov. – 11 déc.)

Une exposition des entreprises organisée par le Comité 21 et le Club France Développement Durable, sponsorisé par Engie, Renault-Nissan, Avril-Sofiproteol et d'autres

1 déc.

Marchés & Climat :
Une révolution
positive pour les
entreprises? Paris

Organisé par le Forum de l'Economie Positive et KPMG, accueilli au siège de l'UNESCO, avec le label officiel de la COP 21, pour des « leaders » comme Veolia

2-9 déc.

La Galerie des
Solutions, Le Bourget

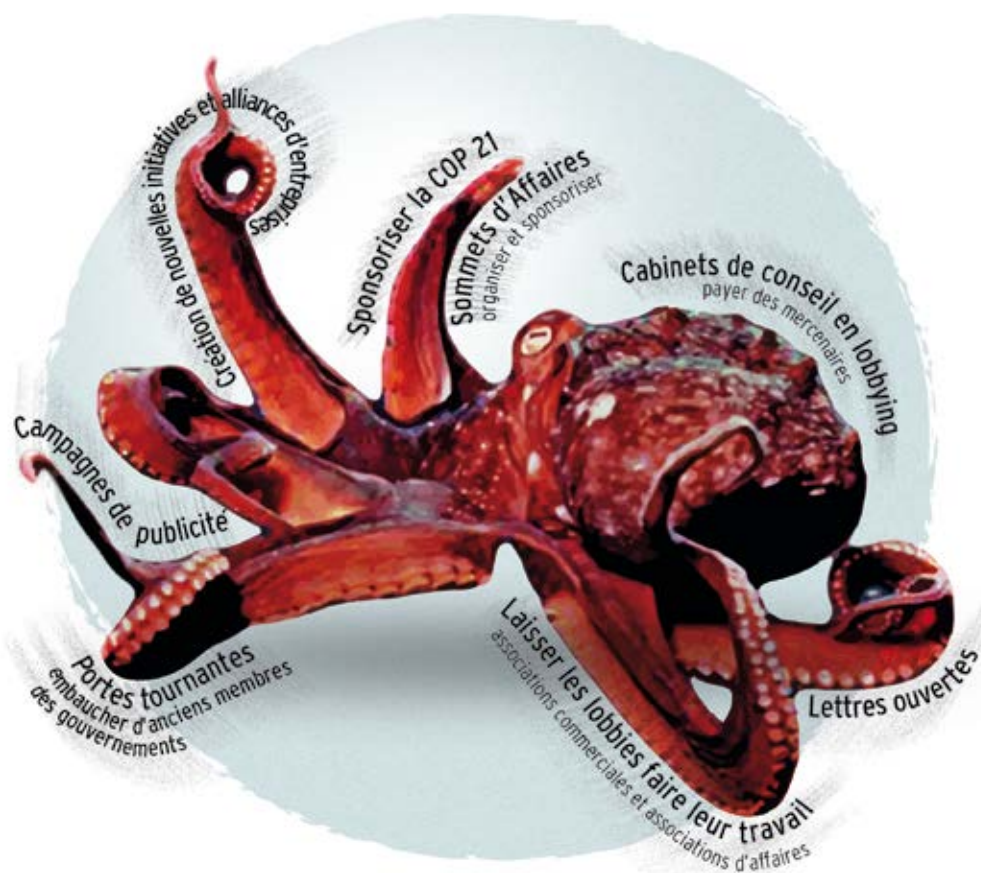
Organisé avec le Secrétaire général de la COP 21 et l'organisation des employeurs français, le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (parmi d'autres), c'est un espace réservé aux affaires au sein du Bourget

5 déc.

Journée d'Action
Lima-Paris, Le
Bourget

Une plateforme pour les acteurs non-Etatiques pour présenter leurs engagements climatiques et faire du lobbying auprès des négociateurs

BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE : COMMENT S'ASSURER DE POUVOIR FAIRE MAIN BASSE
SUR LES DÉCISIONS POLITIQUES RELATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



6 déc.

Le futur lève les yeux, Paris

Une réception d'affaires uniquement sur invitation avec l'équipe B de Richard Branson (Plan B pour les affaires) afin de pousser vers les « émissions zéro » (voir la page 16)

7 – 8 déc.

Forum de l'innovation durable, Le Bourget

Accueilli par le PNUE et sponsorisé par BWW, Vattenfall et BNP Paribas parmi d'autres, une opportunité pour le monde industriel de rencontrer « les chefs politiques du monde entier »

7 – 10 déc.

'Réunion de Conseil' du Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD), Paris

Exclusivement pour ses membres qui incluent Shell, Dow Chemicals, Volkswagen et Rio Tinto

6 déc.

Sommet mondial pour le climat, Paris

Événement annuel sponsorisé par le gouvernement de Dubaï, Alstom, Lima COP 20 et d'autres avec 400 délégués. Les entreprises sont invitées à « Afficher leurs organisations comme des leaders de la cause climatique »

7 - 8 déc.

Sommet des entreprises sur le climat, Le Bourget

Accueilli par le Global Compact des Nations unies afin d'offrir à ses membres un temps de qualité avec le chef de la CNUCC et le Président de la COP 21 Laurent Fabius. Sponsorisé par EDF et Engie parmi d'autres.

8 - 9 déc.

Énergies de demain, Paris

Conférence organisée par le New-York Times International, en partenariat avec WBCSD et WeMeanBusiness. Un des intervenants est le PDG de Total.

LA RECETTE DES GRANDES ENTREPRISES POUR LES NATIONS UNIES

Les grandes entreprises ont fait pression afin d'être impliquées depuis que le cadre de travail de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) a été validé pour la première fois en 1992 au Sommet de la Terre de Rio au Brésil. Elles ont réussi et sont maintenant fortement engagées dans la détermination des ingrédients qui sont ou ne sont pas à inclure dans la recette des pourparlers des Nations unies.

C'est important pour les entreprises. Au niveau national, les climato-sceptiques prévalent parfois mais au niveau international, l'industrie a besoin de faire preuve d'initiatives afin d'éviter des décisions politiques progressistes qui pourraient dire stop aux gros pollueurs et mettre un terme à l'approche dominante de réglementations peu contraignantes. Le même modèle qui a vu les profits des entreprises monter en flèche au dépend des communautés locales, de leur environnement et du climat.

À l'aube du Sommet international de la terre en 1992 fût créé le groupe de pression international Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) « afin d'assurer que la voix des affaires soit entendue ». ³ Le but était de retravailler l'image de marque des multinationales participantes, y compris Shell, Volkswagen, BP, Monsanto, Total, Dow Chemical etc., comme partie de la solution au changement climatique plutôt que comme responsable du problème – malgré les preuves bien documentées du contraire. ⁴

Les Nations unies ont accueilli les grandes multinationales les bras grands ouverts, créant de nouveaux réseaux et de nouvelles institutions pour faciliter le processus (voir calendrier). Le résultat est ce que nous voyons aujourd'hui : des solutions au changement climatique basées sur la technologie et sur la marché qui reflètent les intérêts de ces mêmes entreprises qui, en tout premier lieu, ont le plus contribué au changement climatique. Elles prennent la place des politiques qui pourraient stopper leur pratiques commerciales destructives et laisser au moins 80 % de toutes les énergies fossiles dans le sol (comme le demande la science si nous voulons limiter la montée des températures à 2°, sans même penser à se limiter à 1°5 ⁵).

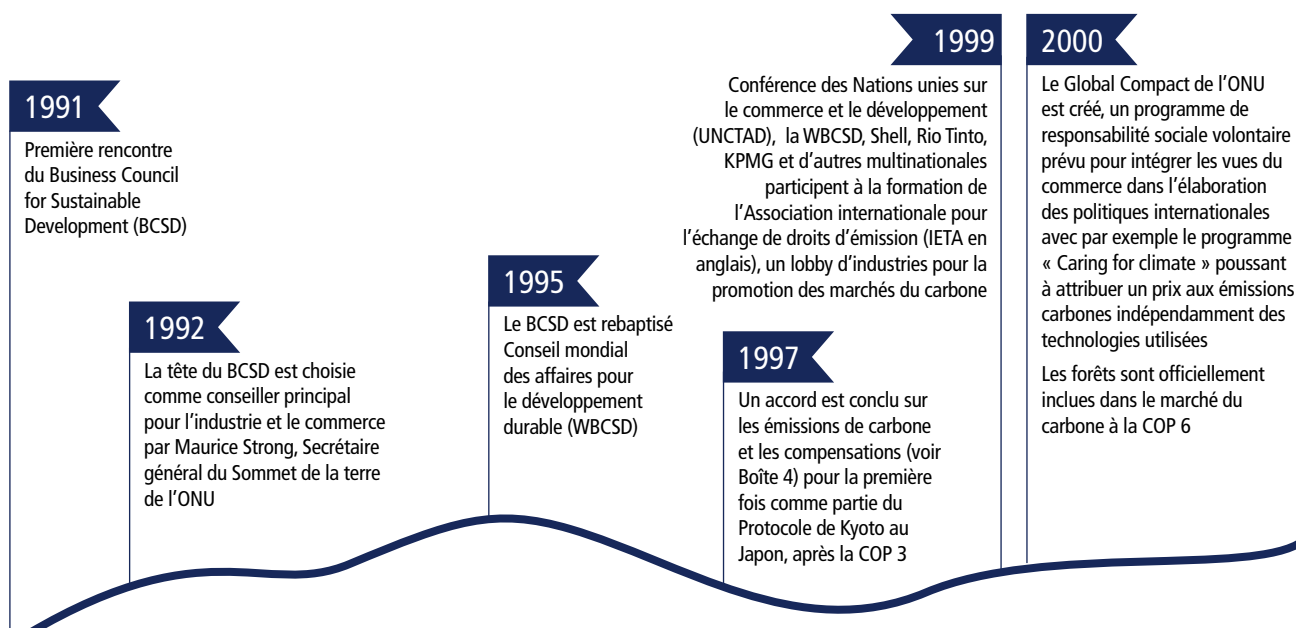
Presque 500 participants de l'industrie ont été accrédités à la CNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique) de la COP 15 de Copenhague, en 2009, par l'intermédiaire du groupe de pression de l'International Trading Emissions Association (IETA). Par contraste, une des organisations de la société civile la plus importante qui participait, avec 90 membres accrédités, a vu son équipe entière évincée de la conférence pour avoir évoqué ses inquiétudes à propos de la justice climatique et les intérêts de populations les plus pauvres.

« [Ce] sera principalement les entreprises qui réduiront les émissions dans tous les secteurs. »
Conseil mondial des affaires pour le développement durable WBCSD⁶

« Si un accord global sur le changement climatique ne marche pas pour et avec l'industrie, il ne marchera pas du tout [...] Nous voulons trouver une opportunité où nous ne sommes pas plus à l'intérieur de la tente qu'à ses côtés. »
Peter Robinson, Directeur Général de US Council for International Business⁷

« Cette question est importante pour les gouvernements mais elle est beaucoup trop importante pour la laisser aux gouvernements seuls. » James Bacchus, un expert à la Chambre Internationale du Commerce⁸

Les Nations unies et les grandes entreprises – une liaison qui dure depuis des décennies



BOÎTE 2.

Pour contrer le point de vue selon lequel le problème est bien le modèle commercial des grandes entreprises lui-même, les chefs d'entreprise sont en train de coopter le langage des mouvements sociaux et de ceux qui luttent pour une justice climatique. Afin de faire croire qu'ils peuvent faire partie de la solution :

« Des changements marginaux ne sont plus assez – nous avons besoin de transformations massives à travers nos sociétés, notre politique et notre économie » Peter Bakker, Président du WBCSD⁹

« Ce sera un mouvement qui nous conduira là – nous sommes tous des activistes. »
Président directeur général de Statoil Eldar Sætre¹⁰

« Le statu quo n'est pas une option. Nous ne sommes ni optimistes ni pessimistes, nous sommes des activistes de l'industrie et du commerce. » Jean-Pascal Tricoire, Président directeur général de Schneider Electric et de Global Compact France¹¹

Le Président de la république française et hôte de la COP 21 précise comme suit :

« La Révolution française est née à Paris et elle a changé la destinée du monde. Nous avons besoin d'être certains que dans deux cents ans nous pourrions dire que la révolution climatique s'est passée à Paris, faisons-la. »
François Hollande, Président de la république française¹²

Paris montre déjà tous les signes d'événements d'auto-congratulations entre les grandes entreprises et les Nations unies, de l'événement officiel « LPAA/ Agenda pour des solutions » aux événements de l'UNESCO et du PNUE accueillant le monde des affaires avant et pendant la COP (voir ci-dessous).

Le Secrétariat de la CNUCC a aussi joué un rôle important en accueillant des gros pollueurs au sein des négociations. Il est dirigé par sa secrétaire exécutive Christiana Figueres. En plus de son intervention au sommet du charbon et du climat de la COP 19 – malgré une opposition massive de la société civile – elle est aussi une membre régulière de l'exposition annuelle sur le carbone de l'IETA. Elle a récemment publiquement attaqué ceux qui clament que les énergies fossiles ne font pas partie de la solution, leur disant d'« arrêter de rendre les entreprises pétrolières et gazières démoniaques. »¹³ Elle a une sympathie particulière pour les intérêts des entreprises étant donné qu'elle a été la « Conseillère principale pour le changement climatique » pour la compagnie privée la plus importante d'Amérique latine ENDESA Latinoamérica, avant qu'elle n'obtienne son poste actuel.¹⁴

En bref, l'ONU – particulièrement la CNUCC – a déroulé le tapis rouge même pour les entreprises les plus sales, autorisant leurs fausses solutions et leur modèles commerciaux erronés à être considérés comme une partie essentielle des solutions supposées pour le changement climatique. Hoda Baraka, la directrice de communications chez 350.org, résuma ainsi cette contradiction :

« Quand vous essayez de brûler la table, vous ne méritez pas de vous y asseoir. »¹⁵

Malheureusement, nous pouvons nous attendre à ce que le tapis rouge soit aussi déroulé à Paris.

2015

La Présidence française fait du LPAA – aussi nommé « Agenda pour des solutions » une part centrale des résultats de Paris, soutenant les engagements du monde des affaires en même temps que ceux officiellement négociés

2002

UN Global Compact, le WBCSD et la Chambre internationale du commerce, International Chamber of Commerce (ICC) créent l'Action commerciale pour le développement durable, Business Action for Sustainable Development afin d'« assurer que la voix du commerce est entendue » lors du Sommet mondial pour le développement durable » (Rio+10)

2009

La COP 15 à Copenhague a été le moment décisif pour la participation des entreprises avec l'ITEA accréditant presque 500 membres pour leur participation aux négociations

2010

À Cancun, le Président mexicain de la COP 16 invite le WBCSD et l'ICC à organiser des « Dialogues mexicains », donnant au monde des affaires un accès privilégié aux négociateurs sur des sujets sensibles

2013

« La COP 19 des entreprises » à Varsovie a vu les entreprises d'énergies fossiles officiellement sponsoriser les négociations, le monde des affaires seul invité aux négociations officielles de la pré-COP et la présidence polonaise de la COP 19 organiser un sommet du charbon et du climat en parallèle

2014

Le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon organise son propre sommet pour le climat, offrant une plate-forme mondiale à certains des plus gros pollueurs et insistant sur le rôle du secteur privé dans la maîtrise du changement climatique

La Présidence péruvienne de la COP 20 lance l'agenda de l'action Lima-Paris (LPAA), s'organisant pour inclure officiellement le commerce dans la COP 21

LES INGRÉDIENTS CLEFS

INGRÉDIENT 1 LE COURT TERME



Argument majeur des entreprises

L'action pour le climat est importante mais elle ne doit pas compromettre la croissance économique.

Qui le met en avant

BusinessEurope, la Table ronde des Industriels Européens (ERT) ainsi que la plupart des associations commerciales de l'industrie lourde, plus audibles depuis que la crise économique a commencé, profitant de la concentration renouvelée sur la croissance et l'industrie.

Exemple

Quand l'UE préparait ses objectifs climatiques pour 2030, l'ERT, un lobby inter-sectoriel européen très influent, qui inclut les PDGs ArcelorMittal, BASF, BMW, E.ON, Repsol et Shell, ont eu leur dîner privé annuel avec le Président de la république française François Hollande, la Chancelière allemande Angela Merkel et le Président de la Commission européenne d'alors, José Manuel Barroso. Ils ont insisté sur le fait que « toute politique climatique ou énergétique doit être adaptée afin de s'assurer que le but d'une croissance des parts de l'industrie de 20 % soit atteint d'ici 2020. »¹⁶ Les ministres du Conseil de la compétitivité ont aussi insisté sur le « besoin d'une approche plus équilibrée entre l'industrie européenne, l'énergie et la politique climatique ». Cette ligne de pensée est alarmante, parce que l'« équilibre » de l'industrie et des politiques climatiques signifie clairement que les objectifs pour le changement climatique doivent être réduits si nécessaire.¹⁷

Avec BusinessEurope brandissant ce même message à chaque occasion possible,¹⁸ ce n'est pas surprenant que le cadre à venir de l'UE pour le climat et l'énergie de 2030 inclut la compétitivité de l'industrie lourde comme un de ses buts. Au niveau européen, la Chambre de commerce internationale a exercé la même pression, écrivant dans le Financial Times que toute mesure devrait être « prudemment conçue afin de promouvoir un champ d'action à un niveau global pour le commerce et de rendre possible un avenir consacré à la croissance et au commerce ». ¹⁹

BOÎTE 3. Fuite de carbone

Un argument est que des politiques climatiques ambitieuses poussent les entreprises qui nécessitent beaucoup d'électricité à se délocaliser dans des zones avec des politiques climatiques moins strictes et donc que les émissions de carbone ne sont pas réduites, elles se contentent de fuir ailleurs, accompagnées par les emplois qui leur sont associés. Cependant, de multiples études ont montré que la politique climatique est un facteur marginal dans la décision de délocalisation et que l'industrie lourde a commencé à quitter l'Europe bien avant l'introduction de politiques climatiques.²³ En fait, des politiques climatiques plus ambitieuses créent de nouveaux emplois mais dans de nouveaux secteurs à faible degré d'émissions plutôt que dans les industries polluantes qui font pression contre des politiques climatiques ambitieuses.²⁴

« De toute évidence, le changement climatique est une problématique importante mais l'économie est prioritaire »

Signification pour le monde réel

Ceci est l'exemple ultime de court terme au nom des intérêts des investisseurs. Des solutions à la crise climatique mondiale efficaces et sur le long terme seront mises de côté si elles impliquent des pertes économiques à court terme pour les acteurs actuels – les objectifs climatiques seront réduits par peur de leurs impacts sur les industriels. En pratique, ceci signifie que lorsque les politiques climatiques sont introduites, l'industrie lourde est souvent exemptée, ou bien largement dédommée si elle menace de déménager dans un autre pays à cause du coût des nouvelles mesures en faveur du climat (si et quand cela se produit vraiment, ceci est connu sous le nom de « fuite carbone » (voir boîte). C'est le cas en Europe et aux États-Unis, qui clament leur ambition dans les limites de ce qui est politiquement possible (c'est à dire sans ambition).²⁰

L'insistance à mettre la priorité sur l'économie a aussi été utilisée comme argument pour remplacer des réglementations strictes par des schémas volontaires comme l'Alliance globale pour une agriculture intelligente, Global Alliance for Climate Smart Agriculture (voir page 14) et des approches orientées vers le marché comme le commerce d'émissions. Elle peut aussi s'observer dans l'actuelle négociation pour le libre échange entre les États-Unis et l'UE, ou TTIP, une recette pour un désastre climatique.²¹ Par-dessus tout, cette approche va certainement empirer le changement climatique et retarder la transition énergétique vers une économie bas carbone.

Où à Paris ?

Pendant la COP21, attendez-vous à voir des ambitions limitées de la part des pays où l'action climatique menace l'industrie lourde, en particulier l'extraction des énergies fossiles. Pendant ce temps, la poussée pour étendre le marché du carbone continue (voir page XX) et toute politique finale aura à rendre des comptes sur son impact sur le marché économique mondial, qu'on sera pardonné de considérer comme beaucoup plus important que les questions climatiques. L'Agenda Lima-Paris/ Agenda pour des solutions, est aussi prévu comme une façon de montrer au monde – à travers le monde des affaires et les engagements – que l'action climatique « représente une opportunité économique pour tous les pays, sans tenir compte de leur niveau de développement », la réduisant à rien d'autre qu'une simple transaction économique.²²



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

SPONSORISATION DES NÉGOCIATIONS : quelques unes des industries françaises les plus polluantes, y compris les compagnies aériennes (Air France), les géants du nucléaire et du charbon (EDF), les fournisseurs d'électricité (Engie – anciennement GDF Suez) et les banques finançant le charbon (BNP Paribas) font partie des sponsors des négociations de Paris. Il n'y a sans doute pas de meilleures plateformes que la plateforme officielle, bien que de sponsoriser des événements officiels, comme Solutions COP 21, est aussi une stratégie d'écoblanchiment très populaire.

INGRÉDIENT 2 TOUJOURS PLUS D'ÉNERGIES FOSSILES



Argument majeur des entreprises

Le gaz naturel – à la fois naturel ou issu de la fracturation hydraulique – est la nouvelle source d'« énergie propre », selon les entreprises d'énergies fossiles car sa combustion dégage moitié moins d'émissions que celle du charbon. Elles prétendent qu'il peut être une énergie de transition vers le futur avec l'éolien, le solaire et l'énergie marémotrice comme autres sources d'énergie, ou comme source « fiable » et permanente parmi d'autres sources d'énergies.

Qui le met en avant

En premier lieu l'industrie du pétrole et du gaz mais cet argument est répercuté dans tout le monde des affaires.

Exemple

Pendant la conférence mondiale sur le gaz de juin à Paris, les cadres de l'énergie sale ont clamé ensemble que le charbon faisait partie de l'histoire et que le gaz était le combustible dont le futur avait besoin. Exxon Mobil a affirmé que c'était « la seule source d'énergie qui réduise d'une façon significative les émissions et qu'envisager la fracturation hydraulique permettrait le développement économique tout en émettant peu de carbone. »²⁵ Total et GDF Suez (maintenant nommé 'Engie') ont même lancé « un appel aux armes contre le charbon » lors de la conférence pour promouvoir leur image d'amis de la terre (et augmenter leurs résultats).²⁶ Le même mois, les plus grandes entreprises Européennes du secteur gazier et pétrolier écrivaient une lettre ouverte à la chef de la CNUCC Christiana Figueres et au Président de la COP 21 François Hollande – et en écrivaient une autre dans le Financial Times – soulignant leur sérieux dans la lutte contre le réchauffement climatique et le « rôle essentiel que le gaz naturel peut jouer ». Au Sommet du commerce et du climat Business and Climate Summit de mai, où Statoil était soutenu par le Ministre norvégien pour l'Europe qui affirma « le gaz naturel est le meilleur ami du recyclable ». ²⁷

Les efforts en coulisse ont aussi été essentiels : Total ainsi que d'autres compagnies pétrolières ont infiltré les associations commerciales de l'énergie éolienne et solaire à Bruxelles de façon à ce qu'ils promeuvent également le gaz naturel, tout en réduisant la mesure de leur ambition pour l'énergie éolienne.²⁸ Aux États-Unis, l'industrie du gaz est allée jusqu'à financer secrètement une grosse ONG environnementale qui a mené avec succès une campagne contre de nouvelles centrales à charbon.²⁹ Plus récemment, l'industrie a activement embauché des anciens membres du gouvernement (la stratégie bien connue des portes tournantes – voir boîtes à outil du lobbyistes), avec Cheniere Energy, la première compagnie à avoir reçu du Président Obama un permis d'exportation de gaz naturel liquide (LNG), embauchant la députée pour l'énergie et le changement climatique, Heather Zichal, seulement quelques mois après qu'elle ait quitté son poste en Octobre 2013.³⁰



BOÎTE À OUTIL DU LOBBYISTE

CAMPAGNES PUBLICITAIRES : Gagner la bataille médiatique et donner l'impression que vous avez le public de votre côté est une des clefs pour convaincre les décideurs que vous êtes à la bonne place. Il n'y a rien de mieux qu'une action de relations publiques pro-climat de haut vol pour vous mener là, indépendamment de la réalité. Dans sa campagne de 50 millions de dollars « Nous sommes d'accord », Chevron a placardé

« Ne craignez rien, le gaz naturel va sauver le climat »

Signification pour le monde réel

Alors que la combustion de gaz émet moins d'émissions, son processus d'extraction – en particulier la fracturation hydraulique – peut être pire pour le climat que le charbon ou le pétrole à cause des fuites de méthane, un gaz 80 fois plus nocif pour le réchauffement climatique que le CO₂ sur une période de 20 ans.³² L'extraction de cette énergie fossile a aussi un impact désastreux sur l'environnement local et sur les habitants. La promotion du gaz signifie aussi que moins d'attention est portée au développement et à l'installation de technologies véritablement plus respectueuses du climat comme l'éolien, le solaire et l'énergie marémotrice.

Derrière tous les messages pro-climat se cache une dure réalité économique : passer au gaz naturel, particulièrement au gaz de schiste, assure aux compagnies pétrolières et gazières de demeurer sur leur siège de leaders et sécurise leur avenir dans un monde centré sur la maîtrise du réchauffement climatique. Elles ont déjà l'expertise et les infrastructures et toutes les grandes entreprises pétrolières – Shell, Total, BP, Chevron, Exxon – font des investissements significatifs dans ce qu'elles considèrent comme un marché futur incroyablement lucratif.³³ Si elles réussissent, cela pourrait signifier l'expansion massive de la fracturation hydraulique en dehors des États-Unis, ce qui n'a jusque-là pas pu se matérialiser, partiellement à cause de l'opposition publique dans de nombreux pays ?

Fracturation ou non, il est clair que le gaz n'est pas une solution, puisqu'il est aussi une énergie fossile libératrice de carbone et que son extraction mène également à la libération du méthane souterrain dans l'atmosphère. Cependant, des plans sont en route pour de nouvelles infrastructures qui nous lieront à cette énergie fossile pour plus de cinquante ans. Selon l'Agence internationale de l'énergie (IEA), ceci retardera l'investissement dans les énergies renouvelables.³⁴ L'image du gaz propre est également utilisée pour justifier le soutien au gaz naturel dans les négociations de l'accord commercial entre les États-Unis et l'UE (TTIP ou TAFTA), car l'UE veut désespérément importer du gaz de schiste bon marché des États-Unis.³⁵

Où à Paris ?

Tout le monde, à part l'industrie du charbon dans le secteur des énergies fossiles va pousser le gaz lors des événements publics et de haut-niveau à travers Paris et dans les négociations. Les États-Unis ont déjà dit que le gaz comptait comme une énergie propre. Attendons-nous à la voir figurer au sein des engagements officiels de nombreux pays et à être sur la liste des financements choisis pour le climat. Cependant, le public n'a pas été aussi aisément convaincu que les politiciens, tout particulièrement en ce qui concerne la fracturation, aussi la résistance peut être attendue dans la rue.

« La « ruée » pour le gaz va simplement augmenter la quantité totale des énergies fossiles à brûler, accélérant ce qui commence déjà à ressembler à une course vers le désastre. »

L'historienne du climat, Naomi Oreskes³¹

dans les gares en Europe des affiches d'individus tenant des signes sur lesquels Chevron se dit d'accord tels que « le gaz de schiste doit être bon pour tous. »³⁶ Ne mentionnons pas la pollution actuelle causée par leurs activités de fracturation ou leurs démêlés judiciaires en Équateur pour nettoyer leur marée noire ! Shell est maintenant impliqué dans des activités similaires avec des vidéos promouvant le gaz naturel comme le compagnon fiable des énergies renouvelables.

INGRÉDIENT 3 LA «MAIN INVISIBLE DU MARCHÉ»



Argument majeur des entreprises

L'industrie argumente qu'avec un prix global pour le carbone – signifiant que les entreprises doivent payer pour chaque tonne de CO₂ émise – le monde des affaires s'éloignerait des investissements dans les énergies polluantes pour s'orienter vers les émissions faibles en suivant le chemin le moins coûteux possible. Le prix du carbone pourrait être décidé via une taxe par tonne, ou le marché pourrait être autorisé à en déterminer le prix (voir Boîte 4).

Qui le met en avant

Le monde des affaires, les leaders mondiaux, les institutions financières internationales – en bref, tous ceux qui ont quelque chose à perdre à se retirer de l'économie néo-libérale actuelle.

Exemple

De nombreuses plateformes ont été créées spécialement pour promouvoir la question ou en épouser la cause, y compris la campagne « Caring for Climate » organisée par Global Compact, le PNUE, la CNUCC, et la Banque mondiale à travers sa coalition pour un prix du carbone (World Bank's Carbon Pricing Leadership Coalition). Deux mois avant la COP 21, les chefs d'états d'Allemagne, de France, d'Éthiopie, du Chili, des Philippines et du Mexique ont lancé un appel pour un prix mondial du carbone. Le Sommet du commerce et du climat de Paris, Business and Climate Summit – organisé par les plus grands lobbies de multinationales (voir Boîte 1) – a fait d'elle un de ses trois messages clefs. Porte-paroles après porte-paroles ont répété son importance, avec le PDG de Statoil, Eldar Sætre affirmant qu'elle était la « seule mesure efficace » pour venir à bout du changement climatique. Les plus grandes entreprises Européennes du pétrole et du gaz ont aussi publiquement offert leur aide à la CNUCC afin qu'elle établisse un prix mondial du carbone.

Signification pour le monde réel

La pression pour un prix mondial du carbone est en fait une bataille de longue date sur les responsables des mesures pour le climat : le monde des affaires (qui veut être capable de choisir les options les moins onéreuses selon le prix du carbone) ou les gouvernements (qui devraient introduire des décisions politiques pour l'intérêt général).

Les grandes entreprises argumentent que la baisse des émissions devrait leur être laissée plutôt que d'être une décision gouvernementale. Ainsi elles pourront utiliser le prix du carbone pour évaluer les choix les moins coûteux. Mais cette préoccupation étroite pour le carbone signifie que les avantages ou les inconvénients sociaux, environnementaux et plus largement économiques qui s'inscrivent dans les décisions politiques des gouvernements seront ignorés. Si la décision est laissée au monde des affaires par l'intermédiaire du prix du carbone, alors le pouvoir des gouvernements d'introduire des politiques et des objectifs sur des énergies comme le vent, le soleil ou les marées, sur l'efficacité énergétique, sur des standards technologiques minimums ou sur l'interdiction complète des énergies fossiles sera affaibli d'une façon significative, comme l'UE en a récemment fait l'expérience.

Dans l'UE, la confiance dans un prix du carbone fixé par le défectueux système d'échange des permis d'émission de l'UE (EU ETS - voir Boîte 5) a vu des politiques efficaces attaquées comme étant « trop lourdes », inutiles, ou comme une distorsion du marché. Et les marchés – le meilleur mécanisme d'obtention d'un prix (voir Boîte 4) – sont également notoirement susceptibles au lobbying des entreprises (c'est vraisemblablement une autre raison pour laquelle les demandes pour un prix du carbone sont si populaires).

« Avec un prix mondial du carbone, les grandes entreprises changeront leur approche. »

Un indice de prix est aussi aveugle à la technologie, se centrant sur le seul coût de la réduction du carbone. ExxonMobil est convaincu que « nous devrions autoriser le marché, pas les autorités de réglementation, à déterminer quelles technologies sont les plus adaptées aux besoins du consommateur » Mais le « marché » est invisible, ce sont ceux qui réduisent les émissions – les pollueurs eux-mêmes – qui vont choisir quelle technologie douteuse ou expérimentale convient le mieux à leurs intérêts et protégera vraisemblablement le mieux leur existence. Les exemples incluent le captage et le stockage de dioxyde de carbone (CCS – voir Boîte 6), le gaz de schiste et l'énergie nucléaire. Le WBCSD a explicitement demandé de cesser de confondre les technologies à faibles émissions de carbone avec les énergies renouvelables.³⁸

Mises à part les difficultés techniques pour permettre d'établir un prix mondial du carbone (est-ce que ça peut être fait au niveau planétaire ? ou à travers la connexion de divers schémas régionaux ? via une taxe ou un marché ?) reste la question de savoir si le prix sera un jour assez élevé pendant assez longtemps pour transformer le système énergétique

Par exemple, dans l'UE, il est actuellement à 8€ la tonne mais l'ancien chef de la CNUCC Yvo de Boer propose 150€ par tonne de CO₂. Exxon dit qu'ils ont un prix « interne » pour le carbone de 60-80 US\$³⁹ et malgré tout, ils continuent à investir gaiement dans les énergies fossiles. Il semble donc que si ce prix interne existe vraiment, il ne fonctionne pas.

Étant donné que les gouvernements sont en train de montrer un manque clair d'ambition collective à l'égard de la maîtrise du changement climatique, un prix du carbone trop bas ne fera que faciliter le glissement souhaité du charbon au gaz, plutôt que de déclencher un mouvement total hors des énergies fossiles. Et ce mouvement pourrait ne pas être déclenché même si le prix est élevé : David Hone de Shell a dit « qu'il attendait un prix élevé pour stimuler l'investissement dans le CCS (captage et stockage de dioxyde de carbone) et qu'il s'agissait de la technologie du futur. »⁴⁰ En d'autres termes, l'usage continu des énergies fossiles et des technologies associées.

En réalité, la plupart des expériences de marché jusqu'ici – comme l'ETS de l'UE ou le mécanisme de développement propre (CDM en anglais) de la CNUCC (voir Boîte 5) – n'ont pas fonctionné à cause du refus de l'industrie de les utiliser, exigeant des compensations pour couvrir le coût du paiement de la taxe carbone (voir Boîte 3) ou en utilisant des failles légales afin d'éviter d'avoir à réduire leurs émissions.

Où à Paris ?

La plupart des pays doivent inclure le prix du carbone dans leurs propositions d'actions pour le climat (appelées officiellement contributions prévues déterminées au niveau national (INDC)), mais à la date de cette publication, seul le Niger a intégré l'appel pour un prix (à 50€ la tonne).⁴¹ Cependant, l'idée est soutenue au plus haut niveau, y compris par le Président français François Hollande, la Chancelière Angela Merkel, le Secrétaire des Nations unies, Ban Ki-moon, et la secrétaire de l'exécutif de la CNUCC Christiana Figueres. Mais bien qu'il en sera question constamment tout au long des deux semaines de négociations, Paris ne sera pas un moment décisif pour un prix mondial du carbone.

BOÎTE 4. Taxe carbone

Elle détermine un prix fixe pour chaque tonne de carbone.

Marché du carbone

Il détermine un plafond pour les émissions de CO₂ et attribue des permis aux pollueurs en fonction de ce plafond. Le marché décide ensuite combien vaut chaque permis en fonction de la demande – en d’autres termes les pollueurs trouveront-ils plus onéreux de réduire leurs émissions ou d’acheter les permis d’autres compagnies plus propres ? Ceux pour qui il est moins cher de réduire leurs émissions peuvent vendre leurs permis épargnés à ceux pour qui il est trop cher de réduire les émissions.

Tout ceci paraît correct sur le papier mais les choses sont complètement différentes dans le monde réel. Dans un premier temps, les impôts ne sont notoirement pas populaires chez les entreprises ainsi que pour de nombreux gouvernements. Le Président du lobby européen de la chimie (CEFIC) a même dit que les marchés du carbone sont plus stables qu’une taxe carbone. Le PDG du conglomérat espagnol des énergies renouvelables, Acciona, est d’accord avec cet argument, disant que « les marchés sont plus éloignés des décideurs politiques. ».⁴²

Des groupes de pression internationaux comme l’ICC ou le WBCSD ont poussé pour un marché mondial du carbone depuis longtemps, mais un regard sur le système européen d’échange des permis d’émission (EU ETS) (voir Boîte 5) devrait servir d’avertissement : un intense lobbying de la part des entreprises pour plus de permis signifie que les pollueurs ont reçu des compensations publiques des contribuables pour avoir eu à affronter une perte de compétitivité perçue mais les émissions domestiques ont continué à croître parce que le système n’est pas assez contraignant.

Le plan de compensation carbone de l’ONU, le mécanisme de développement propre (CDM en anglais), a aussi été un désastre à la fois pour le climat et pour les droits humains, sans aucune réduction des émissions.⁴³ Cependant, le mythe d’un marché du carbone « rentable » est toujours vivant.



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

LETTRE OUVERTE : Pourquoi garder secrète la correspondance avec les leaders mondiaux quand il suffit de la publier dans un journal pour amplifier votre message ? Ceci explique pourquoi les entreprises les plus importantes dans le secteur du pétrole et du gaz aient publié leur lettre adressée à la responsable de la CNUCC, Christiana Figueres, soulignant leur « solution » climatique, dans le Financial Times. Elles ont également écrit une lettre au journal, accueillie par Figueres, les invitant à travailler ensemble sur ces questions. C’est une tactique commune, employée aussi par la coalition d’entreprises « la B-Team », pour influencer l’agenda politique et forcer une réponse officielle.

BOÎTE 5. Leçon sur le prix mondial du carbone du système européen d’échange des permis d’émission (EU ETS)

Le marché carbone de l’UE : plus de trous que dans le gruyère !

Le marché carbone régional de l’UE est le produit phare de la politique climatique de l’Union Européenne (UE). L’ETS est né à la suite d’un débat sur les mérites relatifs de la taxe carbone et du marché du carbone (voir Boîte 4). L’industrie gagna la bataille en faveur d’un marché carbone, qui fût considéré comme étant plus favorable aux affaires (puisque les taxes sont imposées par les gouvernements).

Cependant, malgré cette victoire, il est vite apparu clairement, lors de la phase de mise en oeuvre, que le nouveau marché était si sensible aux lobbies de l’industrie que des failles permettaient aux pollueurs d’éviter de réduire leurs émissions domestiques tout en demandant des milliards d’euros aux contribuables pour compenser l’impact sur la compétitivité. Ces indemnités vont vraisemblablement être étendues de 2020 à 2030, en dépit des promesses de la Commission d’y mettre fin.⁴⁴ Le prix du carbone qui en résulte a été si bas – à cause du manque de demandes de permis, puisque les pollueurs en reçoivent gratuitement – que le mécanisme n’est pas pertinent.

Moins de considération pour les alternatives

Le capital politique investi dans l’ETS de l’UE signifie aussi qu’il a le monopole des discussions sur la politique climatique et ferme les débats sur d’autres formes de mesures de réduction d’émissions plus efficaces. Plus dommageable encore, l’ETS a en fait affaibli les politiques climatiques existantes, comme l’efficacité énergétique ou les émissions industrielles. C’est à cause de la peur que ces politiques puissent être trop efficaces sur les réductions de CO₂, ce qui diminuerait la demande pour les permis de polluer – et par conséquent le prix du carbone – même davantage.⁴⁵



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

LES SOMMETS DES MULTINATIONALES : Un nombre sans précédent de sommets pour le climat, avec le soutien des entreprises, ont été organisés avant la COP 21 et bien d’autres sont prévus durant la COP. (voir le calendrier en pages 8 et 9). Ceux-ci sont organisés et sponsorisés par les grandes entreprises et par leurs groupes de pression, avec des porte-paroles comprenant des leaders mondiaux influents. Y participer peut coûter des milliers d’euros et les sponsoriser des centaines de milliers.⁴⁶ Cela doit en valoir la peine à juger par la quantité de sponsors. Ils fournissent une plateforme centrale pour amplifier le message de l’industrie et obtenir le soutien politique des gouvernements et des porte-paroles de l’UE. Le Président François Hollande a annoncé son soutien à un prix mondial du carbone pendant son discours d’ouverture du Sommet du commerce et du climat [Business and Climate Summit]. La Présidence de la COP 21 a ajouté plus de légitimité à de nombreux événements en offrant son « label » officiel, son logo, à apposer sur les documents de promotion.

INGRÉDIENT 4 DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES RISQUÉES ET ENCORE À DÉCOUVRIR



Argument majeur des entreprises

Plutôt que de réduire les émissions à zéro, zéro-net signifie que certaines émissions peuvent continuer à être produites mais peuvent être compensées par l'aspiration des émissions de l'atmosphère (« émissions négatives »). Le but suggéré est d'atteindre des émissions « zéro-net » entre 2050 et la fin du siècle.

Qui le met en avant

Les coalitions d'entreprises comme la B-Team de Richard Branson et le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD); des scientifiques et des chercheurs en institut lourdement impliqués dans les émissions négatives, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Exemple

Le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) a fait de l'« objectif d'émissions zéro-net dans le courant du 21^{ème} siècle » leur première demande aux gouvernements en amont de la COP21,⁴⁷ et il a fait en sorte que ce soit une demande majeure du Sommet du Business et du Climat de Paris. La B-Team a également appelé deux fois cette année les leaders politiques et commerciaux à se fixer comme objectif « zéro-net pour 2050 » et à l'inclure dans les résultats de la COP21.⁴⁸

Signification pour le monde réel

Christiana Figueres dit qu'un accord sur les émissions « zéro-net » ou « zéro » à Paris serait un succès,⁴⁹ mais insérer le terme « net » a de sérieuses implications (et est plutôt trompeur). Selon Shell, aller vers le zéro-net les autorisera à continuer de brûler des énergies fossiles pour le reste du siècle,⁵⁰ grâce à l'équilibre créé par l'aspiration du CO₂ de l'atmosphère en d'autres lieux. Shell a un intérêt clair dans cette version du « zéro émissions ».

« Nous arriverons à des émissions « zéro-net » à la fin du siècle si quelqu'un réussit à pomper de l'atmosphère ce que nous y avons émis. »

Cependant, les techniques et technologies exigées incluent des plantations massives d'arbres, la croissance de plus de carburant végétal et le stockage encore non testé du carbone dans les sols (biochar)⁵¹ et même la bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone (BECCS) qui est supposé générer de l'énergie à partir de la combustion de la biomasse tout en capturant et en stockant le CO₂ émis dans le sol. (voir Boîtes 6 et 7).

Toutes ces options pourraient conduire à la confiscation de terres, à la montée des prix des denrées alimentaires et à des violations de droits humains. Biochar et la BECCS sont des solutions qui n'ont pas été testées et sont donc hautement expérimentales, coûteuses. Elles vont vraisemblablement avoir de graves conséquences sociales et environnementales. L'absence complète de financement de recherche publique ou privée dans le BECCS montre qu'il ne s'agit rien d'autre qu'une stratégie de report pour déjouer toute action sensée. Les scientifiques eux-mêmes disent que le BECCS est une distraction « infondée » et « dangereuse »⁵² (voir Boîte 7). Les scénarios du GIEC lui-même pour ces réductions d'émissions (encore exprimées dans les termes d'« émissions négatives » et même d'« émissions nettes négatives ») nécessitent entre 500 millions et 6 milliards d'hectares de terre pour rester en dessous de 2° – une quantité phénoménale, étant donné que c'est quatre fois la quantité de terre utilisée actuellement par la production globale de céréales et deux fois la masse terrestre de l'Afrique.⁵³

Le mot « net » pose aussi d'autres questions délicates. Par exemple, quels secteurs sont autorisés à continuer d'émettre, et dans quels pays ? Et quelle terre va-t-elle être utilisée pour créer l'équilibre ? Les expériences jusque-là⁵⁴ montrent que ce sont les plus vulnérables dans le Sud qui perdent leur terre et leurs moyens de subsistance pendant que les multinationales du Nord profitent de la pollution.

BOÎTE 6. Le captage et stockage de carbone

Le captage et stockage de dioxyde de carbone (CCS) est, en théorie, supposée capturer le CO₂ des centrales d'énergies fossiles (ou le CO₂ d'autres usines comme celles fabriquant du béton ou de l'acier) pour le stocker de façon permanente dans le sous-sol. Cependant, c'est un dispositif technologique hautement expérimental et très onéreux et même ses propres supporters admettent qu'il ne sera pas viable commercialement avant 2030 – et ce, seulement avec un important soutien financier des pouvoirs publics.⁵⁷ Savoir si le CO₂ restera dans le sous-sol est aussi une grande question.⁵⁸

Pendant ce temps, cependant, des centrales à charbon sont construites avec un « dispositif-CSS » sous prétexte que la technologie va « mûrir ». En attendant, le CO₂ continuera à être émis sans restrictions. C'est pourquoi promouvoir la possibilité du CCS, qui pourrait ne jamais voir le jour, est une autre façon de nous enfermer encore dans l'usage des énergies fossiles pour plusieurs décennies.

BOX 7.

Le captage et stockage de carbone à partir de bioénergies (BECCS) Le captage et stockage de carbone à partir de bioénergie présente tous les problèmes associés avec le CCS traditionnel ainsi que quelques autres. Plutôt que de brûler les énergies fossiles, les centrales sont censées brûler la biomasse neutre d'un point de vue du dioxyde de carbone. Comme les plantes absorbent le CO₂ de l'atmosphère en poussant, les brûler est théoriquement neutre du point de vue du CO₂ puisque la combustion relâche le carbone absorbé de l'atmosphère. Ainsi, stocker les émissions dans le sous-sol plutôt que de leur permettre d'entrer dans l'atmosphère devrait théoriquement conduire à des émissions négatives. Cependant, la « bioénergie » à grande échelle est loin d'être neutre en termes d'émissions de CO₂. La demande pour la biomasse et le combustible bio conduit à la déforestation et à des problèmes d'accès à la terre – sans évoquer les pertes pour la biodiversité, les confiscations de terres et les atteintes aux droits humains associés.⁵⁹

Ajoutons à ceci les incertitudes quant à la technologie CCS et ses coûts prohibitifs à toutes les étapes du processus – qui sont encore plus élevés pour la biomasse que pour les centrales à charbon – et le BECCS prend plus l'aspect d'un gouffre financier inutile que d'un remède miracle.

Ajouter «net» évite aussi d'avoir à faire face à la réalité : c'est notre modèle économique qui doit changer si nous voulons stopper le changement climatique. Des propositions comme celles du BECCS sont des distractions qui évitent de faire ce changement,⁵⁵ et laisse les gros pollueurs continuer à leur guise. Nous devons ramener les émissions à zéro, laisser les combustibles fossiles dans le sol, et aussi ôter les émissions de l'atmosphère par des approches tels que l'agro-écologique, la gestion communautaire des forêts et la restauration des habitats.

Où à Paris ?

Des références aux « émissions zéro » se trouvent dans tout le texte de négociation de la CNUCC.⁵⁶ Elles seront promues lors de tous les événements des grandes entreprises, en particulier pendant les quatre jours de rencontre du WBCSD. Mais une connaissance accrue de ce que le « zéro-net » signifie vraiment devrait engendrer de la résistance à Paris.



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

FORMER DES ALLIANCES NOUVELLES : Une façon efficace de passer à l'offensive pour les gros pollueurs est de mettre au point des propositions qui ne compromettent pas leur modèle commercial mais qui leur donnent l'apparence d'être engagés et proactifs.

Bien que Virgin Airlines de Richard Branson n'ait respecté aucun de ses engagements précédents,⁶³ il a regroupé et mis au point la B-Team afin de montrer que les entreprises prennent la lutte contre le changement climatique au sérieux. Les plus grandes entreprises pétrolières européennes ont pris une approche identique en mettant au point l'Initiative du Pétrole et Gaz pour le climat, un think tank pour proposer des solutions pro-énergies fossiles pour contrer la pression inverse croissante.⁶⁴

Shell a aussi rejoint BHP Billiton, RWE, l'Institut Grantham de Nicholas Stern et la Fondation des Nations unies ainsi que d'autres pour monter la Commission pour la transition énergétique afin d'« aider les prises de décision en termes de politique énergétique et d'investissement »⁶⁵

BOÎTE 8.

GIEC: le pragmatisme politique est synonyme de solutions technologiques dangereuses, pas de changement du système

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui rassemble et synthétise la littérature scientifique a présenté son premier rapport en 1990 (FAR). Depuis lors, le monde a accepté que les émissions d'origine humaine sont à l'origine du changement climatique et ce que les conséquences seront, mais les émissions ont continué à augmenter malgré tout. Le manque de volonté de s'éloigner du modèle économique actuel a mis une pression considérable sur le GIEC afin qu'il produise un scénario qui prenne en compte les 2°C et continue de soutenir la croissance économique.⁶⁰

Le 5ième rapport (AR5), publié en 2014 en est le produit, créant des modèles climatiques qui sont « politiquement pragmatiques ». Il montre aux responsables politiques qu'une voie vers les 2° est encore possible – même avec la croissance économique – bien qu'ils n'aient pas suivi les recommandations antérieures comme celle de faire culminer les émissions en 2015. Les modélistes disent maintenant que les émissions peuvent continuer à monter jusqu'en 2030, mais avec des réductions d'émissions drastiques ensuite, allant vers les émissions négatives dans la seconde moitié du siècle. Si les décideurs politiques suivent ce plan, nous aurons des projets CSS de grande envergure tant avec les énergies fossiles que les bioénergies, une recette qui mènera au désastre, étant donné que ces technologies farfelues ne se matérialiseront vraisemblablement jamais. (voir Boîtes 6 et 7). Mais, pendant ce temps, les modèles économiques restent inchangés et ne sont pas en contradiction avec l'objectif de 2° de hausse des températures car « nous avons encore le temps ».

Beaucoup de ceux qui modélisent l'avenir – des économistes plutôt que des scientifiques – sont proches de l'approche pro-croissance afin d'éviter de perdre des fonds dans la recherche et l'accès aux décideurs politiques et leur influence au sein du GIEC a aussi augmenté.⁶¹ Cependant les climatologues prennent maintenant leurs distances par rapport à ces projections, dénonçant les hypothèses sous-jacentes comme irréalistes.⁶² C'est une étape importante qui doit être amplifiée car sans des scientifiques disant clairement et honnêtement que les actuelles projections du GIEC ne sont pas compatibles avec les 2°, sans parler des 1°5, les décideurs politiques et les pollueurs continueront à les utiliser et à utiliser le GIEC afin de légitimer leur « politique pragmatique ».



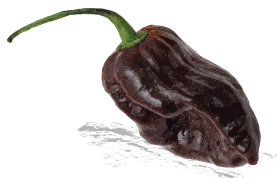
BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

LAISSONS ÇA AUX LOBBIES : Les groupes de pression incluent des associations d'entreprises, comme EUROGAS, EURELECTRIC ou des lobbies de la chimie comme CEFIC ainsi que des groupes intersectoriels comme le World Business Council on Sustainable Development (WBCSD), l'International Chamber of Commerce (ICC) et BusinessEurope.

Ils sont des acteurs clefs du lobbying aux niveaux européen et international, organisant de multiples conférences et sommets, des campagnes publiques de blanchiment de leur image et ils bénéficient d'un accès aux réunions très importantes à huit clos avec les décideurs politiques.

A Bruxelles, l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) – dont le Président actuel, issu de Renault Nissan, est un des sponsors de la COP 21 – lutte constamment contre des normes de pollution automobile plus strictes et a joué un rôle dans le retard pris pour obtenir de nouvelles procédures de test au nom de ses membres – y compris Volkswagen, qui présidait auparavant le groupe.⁶⁶

INGRÉDIENT 5 LES MÊMES MODÈLES ÉCONOMIQUES



Argument majeur des entreprises

Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), l'agriculture climato-intelligente devrait « sérieusement améliorer la production agricole et les revenus », « s'adapter et se montrer résiliente face au changement climatique », et « réduire ou suspendre les émissions de gaz à effets de serre. »⁶⁷

Qui le met en avant

L'Alliance mondiale pour une agriculture climato-intelligente (GACSA), y compris la FAO (qui l'accueille) ; la Banque mondiale ; l'industrie agro-alimentaire (dont McDonalds, Unilever et Nestlé) ; l'industrie des semences (Syngenta, Monsanto) ; 21 gouvernements (dont la France, le Mexique, les Etats-Unis et les Pays-Bas) ; et quelques ONG et organisations d'agriculteurs – avec, majoritairement, l'industrie des engrais (qui représente 60% des membres du secteur privé de GACSA)

Exemple

La GACSA a été créée lors du sommet sur le climat organisé par Ban Ki-moon en Septembre 2014, avec Walmart, McDonald's et la Compagnie Kellogg, tous engagés à utiliser des aliments provenant de l'agriculture « climato-intelligente » dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le vice-président de Yara pour les initiatives globales, la stratégie et le développement commerciales, Sean de Cleene, déclare que « 2015 et 2016 seront les années où nous passerons de la construction d'un mouvement mondial à l'action sur le terrain » et le concept clef est l'agriculture climato-intelligente, un domaine où Yara fournit des produits et de l'expertise.⁶⁸ Le géant norvégien de l'engrais, appartenant à 40 % au gouvernement norvégien et à un fond de pension national, voit l'agriculture climato-intelligente comme une « intensification durable » en utilisant les engrais de synthèse, qui dit-il, réduisent la déforestation.⁶⁹ D'un autre côté, Syngenta et Monsanto considèrent que l'agriculture climato-intelligente utilise des semences génétiquement modifiées (GM) tolérantes aux herbicides toxiques (qu'ils fabriquent, comme par hasard), sur la base de la suppression des mauvaises herbes sans que les sols soient labourés pour les contrôler. Ceci garderait le CO2 dans le sol (non prouvé scientifiquement et non spécifique aux céréales GM).⁷⁰

« L'agriculture industrielle n'est pas la cause du changement climatique, elle est climato-intelligente et nous avons un plan volontaire pour la promouvoir. »

Signification pour le monde réel

Le lancement très médiatisé de la GACSA a promis de « protéger 500 millions d'agriculteurs contre le changement climatique tout en augmentant la productivité agricole et en réduisant les émissions de carbone, »⁷¹ mais le manque de définition ou de critères de la « climato-intelligence » la transforme en véhicule pour les mêmes entreprises responsables de la déforestation, la disparition de la biodiversité, le pillage des terres à travers l'agriculture intensive et les semences GM pour pousser leur modèle commercial – maintenant avec la marque de « la climato-intelligence ». GRAIN la décrit comme « essentiellement un relookage de la Révolution verte. »⁷²

Les engrais de synthèse sont un des produits dont la production et l'utilisation consomment le plus d'énergies fossiles, ce qui explique pourquoi Yara et d'autres exercent une forte pression pour la fracturation hydraulique en Europe (voir la Boîte 9), – ce qui est loin d'être climato-intelligent.

De même, les agriculteurs aux petites exploitations s'accordent sur le fait que les semences GM réduisent la diversité des semences, diversité cruciale pour l'adaptation au changement climatique. Une raison de plus pour questionner leur climato-intelligence. En fait, les entreprises de biotechnologie comme Syngenta et Monsanto essaient de privatiser et de contrôler le marché des semences tout en criminalisant les agriculteurs pour leurs pratiques fondamentales de préservation des semences, sous prétexte de vol de propriété intellectuelle.⁷³

Les multinationales poussant leurs fausses solutions essaient également de faire croire que leurs projets peuvent recevoir une compensation carbone. C'est-à-dire qu'elles seraient candidates pour recevoir des financements de pollueurs prêts à payer quelqu'un d'autre pour qu'il diminue ses émissions à leur place. (voir la page 10). Ceci en dépit des expériences passées de compensations carbone qui ont conduit à des confiscations de terres et à des violations de droits humains tout en ne réduisant pas les émissions, tout cela aussi bien au Sud qu'au Nord.⁷⁴ Cette pratique a été rejetée par le mouvement mondial des fermiers. La Via Campesina, qui a refusé de joindre la GACSA.⁷⁵ Les multinationales veulent aussi que les projets de la GACSA soient candidats pour le financement international devant aider les pays à s'adapter au changement climatique – ce qui signifie que le financement du climat pourrait aller directement dans les poches de certains des plus grands criminels climatiques.

Où à Paris ?

Des centaines de groupe de la société civile ont appelé la CNUCC à rejeter l'agriculture climato-intelligente,⁷⁶ la cataloguant de plate-forme influençant les décisions politiques pour les pires délinquants de la planète.⁷⁷ Mais la GACSA la veut dans les négociations.

Les pays qui ont signé jusqu'ici auront à confirmer leur soutien officiel. Il faut donc s'attendre à des communiqués. On le verra probablement figurer dans les communiqués de l'agenda Lima-Paris. Le « Global Landscapes Forum » et la conférence d'un jour Climate-Kic⁷⁸ se concentreront également sur ce thème. Mais si nous sommes sérieux sur le fait de ne pas trop chauffer la planète en changeant nos systèmes de production et de consommation, alors l'agriculture paysanne est la seule solution réelle.

BOÎTE 9.

L'industrie des engrais : le nouveau pétrole ? ⁷⁹

L'industrie des engrais de synthèse a été rebaptisée par GRAIN d'« industrie pétrolière du monde alimentaire. »⁸⁰ Ils représentent la plus large source d'émissions dans le secteur agricole et reposent sur des énergies fossiles bon marché et des modèles économiques dépassés. Un de leur pires représentants est la firme norvégienne Yara, le plus gros producteur d'engrais au nitrogène, qui coordonne également le lobby du gaz de schiste en Europe. Yara et d'autres entreprises similaires ont consommé la majorité du gaz de schiste produit aux États-Unis⁸¹ et veulent un accès identique à du gaz bon marché en Europe.⁸²

Produire des engrais de synthèse, en particulier le nitrogène, exige d'énormes quantités d'énergies fossiles, responsables de 1-2% des gaz à effet de serre. Mais ceci n'est qu'une fraction des émissions totales car son utilisation sur les sols libère du N₂O. Ce gaz est 300 fois plus puissant comme gaz à effet de serre que le CO₂. De nouvelles recherches montrent qu'en 2015 seulement, les engrais de synthèse à eux seuls généreront plus de gaz à effet de serre que toutes les voitures et les camions sur les routes des États-Unis.⁸³

Yara et d'autres ont créé un nombre de groupes de pression de chaque côté de l'Atlantique afin de s'assurer que leur modèle commercial est considéré comme une « solution » climatique. Yara a été nommé pour le Prix Pinocchio du climat 2015 dans la catégorie écoblanchiment pour avoir utilisé l'alliance mondiale pour une agriculture climato-intelligente (GACSA) afin de promouvoir l'usage des engrais comme une solution mondiale au changement climatique.⁸⁴



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

LES CABINETS-CONSEIL DES LOBBIES : Les cabinets-conseil des lobbies sont les tueurs à gage du monde de l'entreprise. Pour un bon prix (beaucoup d'argent), ils vont reconstruire votre réputation endommagée, vous assurer l'accès aux décideurs politiques, publier des articles et interviews dans les médias et même créer des groupes de citoyens, comme ce fut le cas avec la Coalition citoyenne pour une énergie responsable (pro-fracturation).⁸⁵ Selon de Registre de la transparence de l'UE, Yara a trois cabinets-conseil différents travaillant pour lui, alors que ExxonMobil en a six sur Bruxelles.⁸⁶ Un nouveau rapport de CEO, qui sera publié pendant la COP 21, donnera plus de détails sur ces transactions sales.



BOÎTE A OUTIL DU LOBBYISTE

LES PORTES TOURNANTES : Embaucher d'anciens décideurs politiques est un moyen facile et consacré utilisé par les lobbies des grandes entreprises pour avoir accès au processus législatif, parce que ces individus très recherchés apportent leur expertise et contacts personnels obtenus dans le secteur public, ouvrant ainsi des portes autrement restées fermées. Les cabinets-conseil écrivent même des communiqués de presse après avoir embauché un ancien décideur politique ou haut fonctionnaire afin que de potentiels clients soient avertis. Mais des rôles plus moindres sont aussi importants : l'ex-commissaire de l'environnement de l'UE, Janez Potočnik, par exemple, est récemment devenu membre du Forum européen pour l'avenir de l'agriculture, une création de l'organisation des propriétaires terriens européens et l'une des plus grandes entreprises de pesticides au monde, Syngenta, qui est aussi membre de la GACSA.⁸⁷

EST-CE QUE LES MULTINATIONALES ONT DÉJÀ FAIT MAIN BASSE SUR LA COP21 ?

Les leaders mondiaux ont proclamé en coeur que les entreprises sont les acteurs clefs pour faire face au changement climatique, participant à leurs conférences et créant de nouvelles plateformes où elles peuvent s'impliquer. Les multinationales ont-elle donc déjà fait main basse sur la COP21 ?

Il semble que oui. Les résultats de Paris ne changeront rien à cause des positions prises par les pays les plus responsables du changement climatique avant même qu'ils ne viennent à Paris et des relations intimes qu'ils entretiennent avec les industries les plus polluantes au niveau national . La COP21 est un symptôme de cela, cuisinée à l'avance par les pollueurs travaillant main dans la main avec les plus riches et les plus puissants gouvernements. La main mise des multinationales sur les négociations commerciales en cours, comme le Traité transatlantique (TTIP) et trans pacifique (TPP), n'en est qu'une preuve supplémentaire.⁸⁸

Ce qui sortira des salles de négociations à Paris ne sera peut être pas à la hauteur du défi climatique mais en dehors des négociations, les efforts pour déjouer les campagnes de relations publiques des entreprises et exposer les varies raisons derrière l'échec de Paris pourraient avoir un impact plus fort, mettant en cause ces relations de copinage entre pollueurs et décideurs. Aucune COP n'entraînera d'action significative sans un changement fondamental d'approche.

Mais cela s'est produit dans le passé. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réalisé que rien ne pourrait jamais avoir d'influence sur la consommation de tabac si elle avait à négocier avec le lobby du tabac qui était incompatible avec les intérêts de la santé publique. Aussi introduisirent-ils un mur entre les officiels de la santé publique et les industriels du tabac, officiellement appelé Article 5.3 sous la Convention cadre des Nations unies pour le contrôle du tabac (UNFCTC) (Tous les pays signataires – y compris la Commission européenne et d'autres états membres mais pas les Etats Unis – doivent y souscrire au niveau national).

L'impact sur le monde réel de l'industrie des énergies fossiles et des criminels du climat est bien pire et beaucoup d'organisations font campagne pour que les gros pollueurs soient écartés de toutes les décisions politiques relatives au changement climatique – au niveau de l'UE comme au niveau national.⁸⁹ Si Paris est un moment clef vers la délégitimation de cette relation entre monde politique et monde des affaires, cela sauvera le climat bien plus qu'aucun document officiel qui sortira de la COP21.

CONCLUSION

Regardons au-delà de l'emprise tentaculaire et des outils multiples du lobbying. Pelons les relations publiques et les slogans à l'image progressiste. Ce qui reste est une recette pour chauffer la planète, tous les ingrédients nécessaires pour resservir les mêmes modèles économiques, gardant les mêmes multinationales qui ont profité et profitent de la destruction du climat assis aux premières loges.

- Depuis la crise économique, on nous dit que la croissance est plus importante que de sauver le climat, en dépit des preuves que les actions effectives sur le climat – comme la mise aux normes des maisons ou l'encouragement de la décentralisation des énergies renouvelables – peuvent avoir des avantages économiques, sociaux et environnementaux considérables.
- Les entreprises du gaz et du pétrole, qui ont bien sûr investi lourdement dans les énergies fossiles, essaient de nous convaincre que mettre à la poubelle ces sources d'énergie est une mauvaise idée, en dépit du fait qu'elles sont une cause essentielle du changement climatique.
- On nous dit qu'établir un prix mondial du carbone et laisser le marché le fixer est la meilleure option – en dépit des expériences passées qui montrent que le marché n'est pas à la hauteur du défi et que ce qui est nécessaire est moins de marché et plus de démocratie.
- On nous presse de parier sur 2030 pour commencer à réduire nos émissions sur la base qu'il puisse y avoir, d'ici-là, une technologie hautement expérimentale et coûteuse prévue pour pomper les émissions de l'atmosphère, même si ces technologies sont susceptibles de conduire à des confiscations de terre sans précédent.
- Nous devrions aussi accepter le nouvel emballage de l'industrie agricole – qui est responsable d'au moins la moitié des émissions mondiales – comme étant respectueuse du climat parce que des alternatives efficaces et centrées sur les personnes, l'agriculture paysanne agro-écologique, est une menace pour l'industrie agroalimentaire.

Tout ceci ne devrait pas être une surprise si protéger les profits est la première motivation. Mais les gouvernements devraient-ils les écouter ?

Selon le fondateur et directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur les impacts du changement climatique et conseiller du gouvernement allemand et du Pape Francis, Hans Joachim Schellnhuber, les entreprises pétrolières et gazières « doivent implorer » si nous voulons éviter un désastre climatique.⁹⁰ Cependant, la responsable des négociations de l'ONU, Christiana Figueres, a demandé de « cesser de les diaboliser ».⁹¹

Vraiment ? Si nous transformons notre système énergétique et économique, alors ceux qui ont un intérêt à ne pas le changer ne devraient pas être autorisés aux tables des négociations ou même dans les couloirs du pouvoir. Nous n'inviterions pas les entreprises du tabac à avoir du poids dans des décisions de santé publique, alors pourquoi serait-ce différent pour le climat ?

De vraies solutions existent et sont mises en pratique dans des communautés à travers le monde—des énergies renouvelables générées et contrôlées localement à la gestion communautaire des forêts jusqu'à l'agriculture paysanne agro-écologique. Pourquoi donc les criminels du climat et leurs groupes de pression ont-ils un accès privilégié aux décideurs alors que tous les autres restent sur la ligne de touche ?

Paris peut être un moment important pour dire « non » à l'agenda des affaires et aux fausses solutions qu'il propose ! Et « Oui » aux solutions communautaires qui sont déjà en train de rafraîchir la planète et défier le statu quo.

Paris doit être un moment où ce message sera véhiculé fortement et clairement, permettant de construire des fondations toutes neuves en 2016 et au-delà.

NOTES

- ¹ To find out more details and to see updates: www.wemeanbusinesscoalition.org/events
- ² Business Green, 15 May 2015, Industry lobbyists 'trying to undermine' Paris Climate Summit, www.businessgreen.com/bg/analysis/2408354/industry-lobbyists-trying-to-undermine-paris-climate-summit
- ³ WBCSD website, accessed 7 November 2015, www.wbcd.org/about/history.aspx
- ⁴ For more information see, for example, the Pinocchio Awards 2015, www.pinocchio-awards.org
- ⁵ McGlade and Ekins, (2015) 'The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C', *Nature*, 517: 187-190, www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html
- ⁶ WBCSD, 'WBCSD Perspective on the 2015 Climate Change Agreement', September 2014, www.wbcd.org/Pages/eNews/eNewsDetails.aspx?ID=16324&NoSearchContextKey=true
- ⁷ WBCSD, 'WBCSD Perspective on the 2015 Climate Change Agreement', September 2014, www.wbcd.org/Pages/eNews/eNewsDetails.aspx?ID=16324&NoSearchContextKey=true
- ⁸ Quoted in article by Pilita Clark, December 2014, 'Business Calls for Greater Say in Climate Talks', *Financial Times*, covered in <http://corporateeurope.org/blog/business-wants-seat-climate-negotiating-table>
- ⁹ Quoted in article by Pilita Clark, December 2014, 'Business Calls for Greater Say in Climate Talks', *Financial Times*, covered in <http://corporateeurope.org/blog/business-wants-seat-climate-negotiating-table>
- ¹⁰ Speaking at the Business & Climate Summit, Paris, 20 May 2015
- ¹¹ Speaking at the Business & Climate Summit, Paris, 20 May 2015
- ¹² Speaking at the Business & Climate Summit, Paris, 20 May 2015
- ¹³ Climate Home, May 2015, 'Stop demonising oil and gas companies, says UN climate chief', www.climatechangenews.com/2015/05/26/stop-demonising-oil-and-gas-companies-says-un-climate-chief/
- ¹⁴ Christiana Figueres CV, www.figuereonline.com/CFO_English_Long.pdf
- ¹⁵ Hoda Barak, quoted in a 350.org press release, '53,000+ Call on UNFCCC to Ban Fossil Fuel Corporations from the Climate Talks', <http://350.org/press-release/53000-call-on-unfccc-to-ban-fossil-fuel-corporations-from-the-climate-talks/>
- ¹⁶ Press statement by Leif Johansson, 19 February, ERT, http://corporateeurope.org/sites/default/files/2014_february_-_ert_meeting_with_hollande_merkel_barroso_-_press_statement_by_leif_johansson.pdf
- ¹⁷ CEO (2014), The 'Permanent Liaison: how ERT and BusinessEurope set the agenda for the EU Summit, <http://corporateeurope.org/fr/node/1762>
- ¹⁸ CEO and Friends of the Earth Europe (2014), Ending the Affair Between Polluters and Politicians: how the industry lobby gutted Europe's climate ambitions, http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/endingaffair_briefing_final.pdf
- ¹⁹ John Danilovich, Secretary-General of the ICC, writing in the *Financial Times*, June 2015, 'Climate policy embraces a range of approaches' www.ft.com/intl/cms/s/0/22d0949a-0975-11e5-b643-00144feabdc0.html#axzz3pIRUcoCA
- ²⁰ Arthur Neslen, January 2014, 'EU Sets out to 'walk now, sprint later' 2030 clean energy vision, Euractiv, www.euractiv.com/energy/eu-sets-walk-sprint-2030-clean-e-news-532960
- ²¹ CEO (2015), TTIP: A box of tricks for corporate climate criminals, <http://corporateeurope.org/international-trade/2015/10/ttip-box-tricks-corporate-climate-criminals>
- ²² Press Factsheet, 27 March 2015, The Agenda of Solutions or the Lima-Paris Action Plan, www.cop21.gouv.fr/en/file/611/download?token=DtOIUeWy
- ²³ Roddick, D. (2014), Industrial Policy and the European Union, <http://ec.europa.eu/DocsRoom/documents/8261/attachments/1/translations/en/renditions/native>
- ²⁴ Friends of the Earth Europe and the Stockholm Environment Institute, (2009), The 40% Study, www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/FoEE_SEI_40_study_summary_1209.pdf
- ²⁵ Karel Beckman, June 2015, 'Going for gas: the risky strategy of the world's largest gas companies', *EnergyPost*, www.energypost.eu/betting-farm-natural-gas-risky-strategy-worlds-largest-companies/
- ²⁶ Upstream, June 2015, 'French giants in call to arms against coal', www.wgc2015.org/wp-content/uploads/2015/06/WGC_Day2.pdf
- ²⁷ Vidar Helgesen, Norwegian Minister for Europe, speaking at the Business and Climate Summit in Paris, 20 May 2015
- ²⁸ The Guardian, January 2015, Fossil fuel firms accused of renewable lobby takeover to push gas, www.theguardian.com/environment/2015/jan/22/fossil-fuel-firms-accused-renewable-lobby-takeover-push-gas
- ²⁹ New York Time, Answering for Taking a Driller's Cash, February 2013, www.nytimes.com/2012/02/14/science/earth/after-disclosure-of-sierra-clubs-gifts-from-gas-driller-a-roiling-debate.html
- ³⁰ Public Report and DesmogBlog, (2014), Natural Gas Exports: Washington's Revolving Door Fuels Climate Threat, www.desmogblog.com/sites/beta.desmogblog.com/files/Natural%20Gas%20Exports-%20Washington's%20Revolving%20Door%20Fuels%20Climate%20Threat.pdf
- ³¹ Howarth, R. W. (2014), 'A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas', *Energy Science & Engineering*, 2(2), pp. 47-60 <http://onlinelibrary.wiley.com/store/10.1002/ese3.35/asset/ese335.pdf?v=1&t=idrfzbt&s=6750d5df961747c4584557e7d89d66c87ff5114e>
- ³² Karel Beckman, June 2015, 'Going for gas: the risky strategy of the world's largest gas companies', *EnergyPost*, www.energypost.eu/betting-farm-natural-gas-risky-strategy-worlds-largest-companies/
- ³³ Fatih Birol, chief economist for the IEA, quoted in The Guardian, May 2012, 'Golden age of gas' threatens renewable energy, IEA warns, www.theguardian.com/environment/2012/may/29/gas-boom-renewables-agency-warns
- ³⁴ Leaked trade documents, September 2013, Non Paper – Raw Materials and Energy, <http://big.assets.huffingtonpost.com/TTIPNonPaper.pdf>
- ³⁵ Naomi Oreskes (August 2014), 'Wishful thinking about natural gas: why fossil fuels can't solve the problems created by fossil fuels', *Energy Post*, www.energypost.eu/wishful-thinking-natural-gas-fossil-fuels-cant-solve-problems-created-fossil-fuels/
- ³⁶ www.chevron.com/weagree/
- ³⁷ ExxonMobil, ExxonMobil's views and principles on policies to manage long-term risks from climate change, <http://corporate.exxonmobil.com/en/current-issues/climate-policy/climate-policy-principles/overview>
- ³⁸ Philippe Joubert, Senior Advisor to the WBCSD, speaking at the Business & Climate Summit, Paris, 20 May 2015
- ³⁹ Carbon Disclosure Project (2014), Global Corporate Use of Carbon Pricing – Disclosure to Investors, www.cdp.net/CDPResults/global-price-on-carbon-report-2014.pdf
- ⁴⁰ David Hone, Shell Climate Change Advisor, speaking at the international conference 'Towards a Global Carbon Market – Prospects for Emissions Trading', hosted by the German Ministry of Environment, 11-12 April 2013
- ⁴¹ INDC Tracker, hosted by Carbon Pulse, <http://carbon-pulse.com/indcs/>
- ⁴² José Manuel Entrecanales Domecq, CEO of Acciona, speaking at the Business & Climate Summit, Paris, 21 May 2015
- ⁴³ Gar Lipow, November 2011, 'CDM Still a Miserable Failure', *Grist*, <http://grist.org/article/2011-11-14-cdm-still-a-miserable-failure/>
- ⁴⁴ Corporate Europe Observatory, October 2015, EU Emissions Trading: 5 reasons to scrap the ETS, <http://corporateeurope.org/environment/2015/10/eu-emissions-trading-5-reasons-scrap-ets>
- ⁴⁵ Corporate Europe Observatory (2014) Life Beyond Emissions Trading, http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/20140117_life_beyond_ets_briefing.pdf
- ⁴⁶ The top corporate package at Solutions COP 21 is €250,000, according to a pdf brochure which has since been taken offline, www.solutionscop21.org

⁴⁷ WBCSD Perspective on the 2015 Climate Change Agreement, WBCSD website, accessed 27 October 2015, www.wbcsd.org/Pages/EDocumentDetails.aspx?ID=16324&NoSearchContextKey=true

⁴⁸ Sustainable Brands, September 2015, 'Climate Week: B Team Reminding Business, World Leaders of Undeniable #BusinessCase for Net Zero', www.sustainablebrands.com/news_and_views/brand_innovation/sustainable_brands/climate_week_b_team_reminding_business_world_lead

⁴⁹ UNFCCC, press release, July 2015, 'Figueres welcomes scientists' call for long term climate direction, <http://newsroom.unfccc.int/unfccc-newsroom/leading-scientists-call-for-long-term-climate-vision/>

⁵⁰ Shell (2013), New Lens Scenarios: A shift in perspective for a world in transition, http://s01.static-shell.com/content/dam/shell-new/local/corporate/Scenarios/Downloads/Scenarios_newdoc.pdf and David Hone, Climate Change Advisor for Shell, June 2015, Four Demands for Paris, <http://blogs.shell.com/climatechange/2015/06/fourdemands/>

⁵¹ Biofuelwatch (2011), Biochar: A Critical Review of Science and Policy, www.biofuelwatch.org.uk/wp-content/uploads/Biochar-Report3.pdf

⁵² Fuss et al. (2014), 'Betting on Negative Emissions', *Nature Climate Change*, 4, pp. 850-853

⁵³ Action Aid (2015), Caught in the Net: How 'net zero emissions' will delay real climate action and drive land grabs, www.actionaid.org/sites/files/actionaid/caught_in_the_net_actionaid.pdf

⁵⁴ For more information, see the Carbon Trade Watch website, for example, Double Jeopardy: Carbon Offsets and Human Rights Abuses, September 2009, www.carbontradewatch.org/multimedia/video/carbon-connection/double-jeopardy-carbon-offsets-and-human-rights-abuses.html

⁵⁵ Carbon Brief, February 2015, The 15 options for net-zero emissions in the Paris climate text, www.carbonbrief.org/briefing-the-15-options-for-net-zero-emissions-in-the-paris-climate-text/

⁵⁶ AD HOC WORKING GROUP ON THE DURBAN PLATFORM FOR ENHANCED ACTION, Version of 23 October 2015@23:30hrs, Draft agreement and draft decision on workstreams 1 and 2 of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action, available at <http://unfccc.int/files/bodies/application/pdf/ws1and2@2330.pdf>

⁵⁷ Zero Emissions Platform, 'Answering your questions on CCS', www.zeroemissionsplatform.eu/faq/56-storage.html

⁵⁸ Out of the three large-scale injection projects, scientists have confirmed significant unexpected fractures in two of those geological formations, with one scheme abandoned because the pressure from CO₂ injections had made the formation unstable. Biofuelwatch (2012) BECCS: Climate saviour or dangerous hype?, www.biofuelwatch.org.uk/wp-content/uploads/BECCS-report.pdf

⁵⁹ Biofuelwatch (2012) BECCS: Climate saviour or dangerous hype?, www.biofuelwatch.org.uk/wp-content/uploads/BECCS-report.pdf

⁶⁰ Oliver Gedin, (2015) 'Ensuring the Quality of Scientific Climate Policy Advice', SWP Comments, 30, Stiftung Wissenschaft und Politik www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2015C30_gdn.pdf

⁶¹ *ibid*

⁶² *ibid*

⁶³ Naomi Klein, The Guardian, September 2014, The hypocrisy behind the big business climate change battle, www.theguardian.com/environment/2014/sep/13/greenwashing-sticky-business-naomi-klein

⁶⁴ www.oilandgasclimateinitiative.com

⁶⁵ www.energy-transitions.org

⁶⁶ CEO, (2015), Power of Car Industry Lobby Makes Scandal Inevitable, <http://corporateeurope.org/power-lobbies/2015/09/power-car-industry-lobby-makes-scandal-inevitable>

⁶⁷ FAO, 'About Climate Smart Agriculture', accessed 28 October 2015, www.fao.org/climatechange/climatesmart/en/

⁶⁸ Yara, March 2015, 'Pushing climate smart agriculture', http://yara.com/media/news_archive/pushing_climate_smart_agriculture.aspx

⁶⁹ *ibid*

⁷⁰ CGIAR, (2013), Climate-smart agriculture success stories from farming communities around the world, <https://ccafs.cgiar.org/fr/node/47008#.VgEiEX1dckk>

⁷¹ Climate Summit 2014, 'Climate Summit Launches Efforts Towards Food Security for 9 Billion People by 2050', press release, September 2014, www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/AGRICULTURE-PR.pdf

⁷² GRAIN, (2014), Food Sovereignty: 5 steps to cool the planet and feed its people, www.grain.org/article/entries/5102-food-sovereignty-5-steps-to-cool-the-planet-and-feed-its-people

⁷³ La Via Campesina and GRAIN, (2015), Seed laws that criminalise farmers, Resistance and Fightback, <http://viacampesina.org/en/images/stories/pdf/2015-Seed%20laws%20booklet%20EN.pdf>

⁷⁴ For more information, see the Carbon Trade Watch website, for example, Double Jeopardy: Carbon Offsets and Human Rights Abuses, September 2009, www.carbontradewatch.org/multimedia/video/carbon-connection/double-jeopardy-carbon-offsets-and-human-rights-abuses.html

⁷⁵ La Via Campesina, 'Don't turn farmers into 'climate smart' carbon traders!', press release, November 2013, <http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-and-agrofuels-mainmenu-75/1515-climate-summit-don-t-turn-farmers-into-climate-smart-carbon-traders>

⁷⁶ Civil society statement, September 2015, 'Don't be Fooled! Civil society says no to "climate smart agriculture" and urges decision-makers to support agroecology', www.climatesmartagconcerns.info/COP21-statement.html

⁷⁷ Open Letter from Civil Society on the Global Alliance for Climate-Smart Agriculture, July 2014, www.climatesmartagconcerns.info/open-letter.html

⁷⁸ Journey to Paris: Climate Smart Agriculture at COP 21, 9 December, organised by Climate-Kic, www.climate-kic.org/events/journey-to-paris-climate-smart-agriculture-at-COP21/

⁷⁹ For a full overview of Yara's activities and the role of the fertiliser industry see GRAIN (2015), The Exxons of Agriculture, www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture

⁸⁰ GRAIN (2015), The Exxons of Agriculture, [https://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture](http://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture)

⁸¹ US Energy Information Administration, July 2015, 'New methanol and fertilizer plants to increase already-growing industrial natural gas use,' www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=22272&src=email

⁸² For a full overview of Yara's activities and the role of the fertiliser industry see GRAIN (2015), The Exxons of Agriculture, www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture

⁸³ GRAIN (2015), The Exxons of Agriculture, www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture

⁸⁴ For more information see www.pinocchio-awards.org/

⁸⁵ CEO (2012), Citizens coalition or industry front group? Covert lobbying for shale gas enters European Parliament, <http://corporateeurope.org/climate-and-energy/2012/11/citizens-coalition-or-industry-frontgroup-covert-lobby-shale-gas-enters>

⁸⁶ Yara employs LOGOS Public Affairs, EPPA, and The Brussels Office; ExxonMobil employs Burson Masteller, G Plus, Interel European Affairs, Fleishman-Hillard, Landmarks, Edelmam; information extracted from Lobbyfacts.eu on 8 November 2015, <http://lobbyfacts.eu/>

⁸⁷ CEO (2015), The Revolving Doors Spin Again, <http://corporateeurope.org/revolving-doors/2015/10/revolving-doors-spin-again#Potonik>

⁸⁸ CEO (2015), Dirty Hands on Dirty Deals, http://corporateeurope.org/sites/default/files/dirtydeals_small.pdf

⁸⁹ For more information, see <http://kickbigpollutersout.org/>

⁹⁰ Hans Joachim Schellnhuber, quoted in the Guardian, July 2015, 'Fossil fuel industry must 'implode' to avoid climate disaster, says top scientist', www.theguardian.com/environment/2015/jul/10/fossil-fuel-industry-must-implode-to-avoid-climate-disaster-says-top-scientist

⁹¹ Climate Home, May 2015, 'Stop demonising oil and gas companies, says UN climate chief', www.climatechangenews.com/2015/05/26/stop-demonising-oil-and-gas-companies-says-un-climate-chief/



capturing
COP21

corporate influence & the
UN climate summit in Paris
cop21.corporateeurope.org